

15 -07- 1996

**COMMISSION PERMANENTE DE
CONTROLE LINGUISTIQUE**

Commission siégeant sections réunies
Séance du 4 juillet 1996

Présents:

madame A. VAN CAUWELAERT - DE WYELS, président

Section française:

monsieur BERTOUILLE, vice-président
madame SOUGNE et messieurs CHERUY et LURQUIN,
membres effectifs
monsieur LONFELS, membre suppléant

Section néerlandaise:

monsieur VAN EECKAUTE, vice-président
messieurs BOES et VAN BUYTEN, membres effectifs
monsieur BUYSE, membre suppléant

Secrétaires:

monsieur VAN SANTEN, directeur
d'administration - adjoint bilingue
monsieur PIRET, conseiller

28.128/I/PF
TVS/RV

Par lettre du 25 avril 1996, le ministre des Affaires sociales a demandé l'avis de la Commission permanente de Contrôle linguistique (C.P.C.L.) au sujet d'un projet d'arrêté royal fixant les cadres linguistiques des services centraux du ministère des Affaires sociales, de la Santé publique et de l'Environnement. Le projet est basé sur l'arrêté royal du 10 mai 1996 portant fixation du cadre organique du nouveau département.

Les organisations syndicales reconnues ont été consultées au sujet du projet soumis.

Sur la base des articles 43, § 3, 5ième alinéa, 60, § 1, et 61, § 5, des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées par arrêté royal du 18 juillet 1966 (L.L.C.), la C.P.C.L. siégeant sections réunies a examiné ce projet en ses séances des 27 juin et 4 juillet 1996 et, lors de cette dernière séance, a émis l'avis suivant.

Le ministre propose de répartir comme suit les 1020 emplois de l'administration centrale.

	Nombre d'emplois	Cadre néerlandais	Cadre français	Cadre bilingue	
				N	F
1	24	10	10	2	2
2	54	22	22	5	5
3	56	29	27		
4	143	74	69		
5	56	30	26		
6	324	168	156		
7	240	125	115		
8	123	63	60		

L'arrêté royal fixant le cadre organique du département prévoit la suppression des emplois suivants au départ de leurs titulaires respectifs:

Degrés de la hiérarchie	Nombre d'emplois	Cadre néerlandais	Cadre français
5	1	1	-
7	5	3	2

Quant au Service de Protection contre les Radiations ionisantes, les emplois sont répartis comme suit (article 3 du cadre organique):

Degrés de la hiérarchie	Nombre d'emplois	Cadre néerlandais	Cadre français
2	3	1	2
3	2	1	1
4	11	6	5
5	1	1	-
6	2	1	1
7	4	2	2

L'article 4 de l'arrêté royal fixant le cadre organique comprend 136 emplois pour l'Institut Pasteur, répartis entre, d'une part, le personnel scientifique et de recherche, et de l'autre, le personnel administratif. Pour ces 136 emplois, il n'est cependant soumis aucune proposition de répartition entre les cadres linguistiques.

*

* *

1. Quant à la répartition des emplois de direction.

Le nombre total des emplois aux deux premiers degrés de la hiérarchie s'élève à 78. Le nombre des emplois du cadre bilingue doit dès lors être de 16 au lieu de 14 emplois, le nombre de 16 se rapprochant le plus des 20% prévus à l'article 43, § 3, 2ème alinéa, des L.L.C.

La C.P.C.L. émet dès lors un avis négatif au sujet de la répartition au cadre bilingue. Il y a lieu, en effet, d'ajouter deux emplois (au premier ou au deuxième degré) au cadre bilingue.

Quant au Service de Protection contre les Radiations ionisantes, la C.P.C.L. émet également un avis négatif au sujet de la répartition au degré 2. Selon l'article 43, § 3, des L.L.C., les emplois à partir du grade de directeur et au-dessus sont répartis en nombre égal entre le cadre français et le cadre néerlandais. Selon la jurisprudence de la C.P.C.L. et du Conseil d'Etat, une répartition non paritaire - illégale - donne lieu à une insécurité juridique.

2. Quant à la répartition des emplois aux degrés 3 à 8 de la hiérarchie.

Le ministre a communiqué des données chiffrées concernant les différents services des (anciens) départements de la Prévoyance sociale et de la Santé publique et de l'Environnement. Sur la base de la description des tâches, de la structure, des effectifs et des chiffres communiqués concernant le volume de travail, il a été possible de calculer l'importance relative, le volume de travail exprimé en pourcentages et, finalement, le volume de travail pondéré de chaque service. Les résultats obtenus peuvent se synthétiser comme suit.

A. Prévoyance Sociale

(413 personnes aux degrés 3 à 8)

Importance relative du service dans l'ensemble	Volume de travail en % par service	Pondération du volume de travail	
		N	F
1. Secrétariat général 6/413 = 1,45%	50% N 50% F	0,725 -	- 0,725
2. Dir. générale Serv. gén. et Informatique 107/413 = 25,90%	51,22%N 48,78%F	13,266 -	- 12,634
3. Dir. gén. Etudes 26/413 = 6,30%	80%x50%N x50%F 20%x51,22%N 48,78%F	2,520 - 0,645	- 2,520 0,615
4. Dir. gén. Sécurité sociale 57/413 = 13,81%	50% N 50% F	6,905 -	- 6,905
5. Dir. gén. Allocations Handic. 215/413 = 52,06%	51,67%N 48,33%F	26,899 -	- 25,161
6. Inspect. sociale 2/413 = 0,48%	53,70%N 46,30%F	0,258 -	- 0,222
		51,218	48,782

B. Santé publique et Environnement

(579 personnes aux degrés 3 à 8)

Importance relative du service dans l'ensemble	Volume de travail en % par service	Pondération du volume de travail	
		N	F
1. Secrétariat général 24/579 = <u>4,15%</u>	50% N 50% F	2,075 -	- 2,075
2. Serv. généraux 134/579 = <u>23,14%</u>	53,35%N 46,65%F	12,345 -	- 10,795
3. Aide sociale 69/579 = <u>11,92%</u>	54%N 46%F	6,437 -	- 5,483
4. Etabliss. de Soins 128/579 = <u>22,10%</u>	56,50% N 43,50% F	12,486 -	- 9,614
5. Santé publique 111/579 = <u>19,17%</u>	53,50%N 46,50%F	10,256 -	- 8,914
6. Médecine sociale 80/579 = <u>13,82%</u>	47,65%N 52,35%F	6,585 -	- 7,235
7. Victimes de guerre 33/579 = <u>5,70%</u>	55,61%N 44,39%F	3,170 -	- 2,530
		53,354	46,646

L'addition de tous les services, donne une proportion de 52,286% N - 47,714% F, ce qui équivaut à une répartition, aux degrés 3 à 8 de 492,54 N - 449,46 F, soit après arrondissement, 493 emplois N - 449 emplois F, ou encore, comparativement à la proposition ministérielle, à un glissement de quatre emplois du cadre français au cadre néerlandais.

Quant au "Service de Protection contre les Radiations ionisantes", la moyenne pondérée, sur la base des proportions communiquées par le ministre, donne lieu à 12,65 emplois N - 10,35 emplois F, soit après arrondissement, 13 emplois N - 10 emplois F, ou encore, comparativement à la proposition ministérielle, à un glissement d'un emploi du cadre français au cadre néerlandais.

Quant à l'Institut Pasteur

Eu égard au fait que, selon les renseignements communiqués par le ministre, l'Institut Pasteur fera partie, à l'avenir, d'une nouvelle institution scientifique et, partant, sera retiré de la structure du ministère des Affaires sociales, de la Santé publique et de l'Environnement, la C.P.C.L. réserve son avis pour se prononcer sur le projet d'arrêté royal fixant les cadres linguistiques de la future institution scientifique, au moment où ce projet lui sera soumis.

Dans la situation actuelle, toute interpénétration entre le personnel de l'Institut Pasteur (article 4 de l'arrêté royal fixant le cadre organique) et les autres services du département est, dès lors, impossible.

Conclusion

L'article 3 du projet accorde à l'arrêté un effet rétroactif au 1er octobre 1995. Selon la jurisprudence constante de la C.P.C.L., un arrêté royal portant fixation de cadres linguistiques ne peut être assorti d'aucun effet rétroactif, à moins qu'il ne s'agisse de l'application de mesures s'inscrivant dans le cadre de la programmation sociale. La C.P.C.L. émet, dès lors, un avis négatif au sujet de la rétroactivité de l'arrêté. Vu l'arrêté royal du 3 juin 1996 portant modification de diverses dispositions réglementaires applicables aux agents de l'Etat qui suspend jusqu'au 1er juin 1997 au plus tard, l'entrée vigueur de certaines dispositions de l'arrêté royal du 10 avril 1995 portant simplification de la carrière de certains agents des administrations de l'Etat appartenant aux niveaux 1 et 2+, et à condition qu'il soit tenu compte des remarques faites par la C.P.C.L., le projet d'arrêté royal peut être publié au Moniteur belge.

Finalement, la C.P.C.L. attire l'attention sur le fait que, le 1er juin 1997 au plus tard, un projet de cadres linguistiques devra être introduit, basé sur un cadre organique intégrant la nouvelle structure des niveaux 1 et 2+.

D'évidence, le dossier y afférent devra contenir des données actualisées et détaillées concernant le volume de travail, par administration, du département.

*

* *

Le présent avis est notifié aux ministres des Affaires sociales et de la Santé publique et de l'Environnement, qui, conformément à l'article 61, § 3, alinéa 2, des L.L.C., sont invités à communiquer à la C.P.C.L. la suite qu'ils lui réserveront.

Fait à Bruxelles, le 4 juillet 1996.

Les Secrétaires,

Le Président,

Th. VAN SANTEN

J. PIRET

A. VAN CAUWELAERT-DE WYELS